

MBA Juriste Commande publique

Le diplôme a pour objectif d'amener à une pratique structurée de l'ensemble du droit de la commande publique et de maîtriser les procédures de passation et la vie du contrat.



Modalités

- Présentiel

Coût de la formation

Professionnels : 3500 euros + droits d'inscription universitaire en vigueur.

Étudiants : nous consulter.

Renseignements

Gestionnaire de formation
Dominique Zou

05 67 73 27 69
dujcp.eedu@ut-capitole.fr

/ Présentation

Enjeux

Le droit de la commande publique est un droit évolutif, qui nécessite des bases saines et des mises à jour régulières des connaissances. L'entrée en vigueur en 2019 du Code de la commande publique est l'occasion pour de nombreux professionnels de repenser globalement leur pratique et d'envisager une maîtrise précise et de long terme de l'ensemble de ce droit et de ses pratiques. Aujourd'hui, plus de 100000 structures publiques et parapubliques passent leurs contrats en application de ces règles et le nombre de leurs fournisseurs est encore plus important. Tous ont besoin d'experts en la matière et c'est cette expertise qu'apporte le MBA.

Le MBA répond en même temps à deux attentes :

- D'abord **celle de professionnels aguerris ou moins expérimentés qui entendent valider et prendre du recul sur leur pratique afin de permettre une nouvelle reconnaissance de leurs compétences grâce à un véritable diplôme**, plus porteur qu'une série de formations. Le MBA intéresse aussi bien les juristes des collectivités qui passent ou encadrent des contrats que les juristes des entreprises ou professions voulant s'ouvrir aux marchés des personnes publiques, ou les avocats voulant développer ce champ de conseils.
- Ensuite **celle d'étudiants en fin de parcours qui veulent se spécialiser** afin d'obtenir un double diplôme porteur, favorisant une insertion professionnelle rapide.

Les qualités du diplôme

L'intérêt est aussi dans la **rencontre des différents publics dans les échanges fructueux d'expérience** qui en découlent. Ainsi, les acheteurs peuvent comprendre comment les exigences sont abordées et comprises par les fournisseurs ou clients, et vice versa. La rencontre des étudiants formés à une vision organisée avec les praticiens et leur expérience plus profonde de certains points est nécessairement enrichissante. Il ressort de tout cela la mise en place d'un réseau entre les différents participants, mais aussi avec les formateurs.

Le diplôme a pour objectif d'amener à une **pratique structurée de l'ensemble du droit de la commande publique et de maîtriser les procédures de passation et la vie du contrat**. L'approche est principalement juridique, mais des éléments relatifs aux modalités concrètes de négociation, à l'approche économique et aux acteurs s'imbriquent avec les éléments juridiques dans une perspective opérationnelle.

La pédagogie du MBA cumule vision globale de la matière et analyse de cas pratiques en petits groupes, afin d'avoir le recul pour les évolutions futures et permettre une immédiate amélioration des pratiques professionnelles.

Les points forts du diplôme

- La capacité à anticiper et à replacer les réformes et nouvelles jurisprudences dans un contexte d'ensemble
- L'entraînement à la rédaction de clauses contractuelles adaptées et à maîtriser les documents contractuels
- Les cas pratiques de passation
- La formation à la négociation
- La capacité à gérer le contrat tout au long de son exécution, des incidents à la résiliation en passant par la modification
- L'insertion du social et de l'environnemental dans les procédures

Lieux

Université Toulouse Capitole

Responsable(s) de la formation

Grégory Kalfleche, Professeur des Universités

/ Admission

Pré-requis

Niveau(x) de recrutement

Bac + 5;Bac + 4;Bac + 3

Public ciblé

- Les juristes des collectivités territoriales ou des services de l'État
- Les juristes des entités parapubliques : SEM, SPL, SPLA, EPCI
- Les juristes des entreprises répondant aux marchés publics : entreprises du BTP, entreprises de services de tous types, fournisseurs de personnes publiques ou voulant s'ouvrir ces marchés
- Les avocats voulant accéder aux marchés publics des entités publiques ou parapubliques, mais aussi ceux qui veulent développer leurs compétences en conseil dans ces matières
- Les professions réglementées envisageant une diversification : commissaires aux comptes, experts-comptables
- Tout juriste ou professionnel ayant une pratique juridique notable voulant sécuriser ses connaissances en la matière

Coût de la formation

Tarifs pour l'année universitaire 2025/2026

Professionnels : 3500 euros + droits d'inscription universitaire en vigueur.

Accessible aux étudiants dans la limite des places disponibles. Tarif : nous consulter.

Consulter notre grille tarifaire

Formation éligible au CPF (Compte Personnel de Formation)



Candidature

Modalités de candidature

Jusqu'au **11 février 2026** en remplissant le [dossier de candidature](#).

Renseignements

- par courriel : dujcp.eedu@ut-capitole.fr
- auprès du service Executive Education and Digital University (EEDU) de l'Université Toulouse Capitole : [Dominique Zou](#), Manufacture des Tabacs, 21 allée de Brienne, Bâtiment Q, 1er étage

/**/.bouton { display: inline-block; padding: 1em 1em; margin: 20px auto; background-color: #DC0814 ; color: white; text-decoration: none; border-radius: 3px; font-size: 1em; font-color: white; transition: background-color 0.2s ease; } .bouton:hover { background-color: #217C87 ; } .bouton:visited { color:white; } @media (max-width: 600px) { .bouton { display: block; margin: 30px 0.4em; text-align: center; } /* Je candidate */

Conditions d'admission / Modalités de sélection

- Professionnels titulaires d'un M2 ou d'un diplôme équivalent
- Professionnels titulaires d'un M1 ou d'un diplôme équivalent avec 2 ans d'expérience dans le domaine
- Professionnels titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent avec 5 ans d'expérience dans le domaine
- Étudiants en cours de Master (M2 et M1), notamment droit public et droit immobilier
- Les titulaires d'un diplôme d'IEP
- Les personnes ayant remporté un concours A ou B de la fonction publique
- Autres personnes après accord du directeur et de la commission pédagogique

Toutes les demandes feront l'objet d'un examen du dossier de candidature par la commission pédagogique. Pour les étudiants en cours de formation avis circonstancié du directeur du parcours de master. Pour tous ou en deçà de certains résultats ou expériences antérieurs, le cas échéant entretien à la demande du jury de recrutement.

Capacité maximum d'accueil : 24 stagiaires.

/ Programme

La formation a lieu à l'Université Toulouse Capitole. Sa durée est de 115,5 heures, soit 15,5 jours, les jeudis et vendredis, à cela s'ajoutent deux demi-journées d'examen (4h d'écrit et un grand oral de 3h). **Les cours sont étalés sur trois mois** et débutent à partir du mois de mars (calendrier dans l'onglet "Programme"). L'ensemble des cours a lieu en présentiel.

Une autre possibilité pour les professionnels : Modules au choix, journée par journée, ou par groupe

Selon les besoins des professionnels, il est possible de participer à une seule ou plusieurs journées de formation, au choix dans les 15 journées précédemment décrites dans les enseignements du MBA. Chaque journée est au tarif de 300 euros, et si la demande est de 2 jours consécutifs ou plus, le tarif est ramené à 250 euros la journée (tarifs 2025/2026).

Cette possibilité de formation «à la carte» permet de choisir ce qui intéresse sa pratique professionnelle et est dirigée vers les personnes travaillant et non en formation initiale.

L'obtention des journées par groupe de module permet d'obtenir le diplôme du MBA en plusieurs fois ou années.

Formation "Introduction au droit de la commande publique" - Durée 4 jours

Principalement concentrée sur la notion et les bases du processus d'achat, la formation propose le contenu des modules 1, 2, 6 et 7.

Formation "Droit et pratique de l'exécution des contrats de la commande publique" - Durée 4 jours

Cette formation permet d'envisager les risques et les pratiques de la gestion d'un contrat de la commande publique en cours d'exécution, non seulement par la maîtrise des documents contractuels (CCAG, CCAP, CCTG), mais aussi par la connaissance des conditions de modification du contrat par avenants, des fins normales et anticipées des contrats, des sanctions qu'il est possible d'imposer aux cocontractants ou des garanties contractuelles et post-contractuelles mobilisables. La formation propose le contenu des modules 10 à 13.

Formation "Le contentieux des contrats de la commande publique" - Durée 2 jours

Cette formation permet d'envisager les risques et de gérer les contentieux de la commande publique. Elle permet une approche globale des contentieux possibles en distinguant principalement entre les contentieux de la passation, y compris les contentieux pénaux, et les contentieux de l'exécution des contrats de la commande publique. Anticiper les différents recours en référé (notamment contractuels et pré-contractuels, mais aussi l'usage des référés classiques) ou des recours spéciaux propres à cette matière permet d'envisager sereinement ses procédures de passation dès l'amont. Les modalités de règlement des conflits en dehors du juge sont bien entendu aussi abordées.

La formation est utile aussi bien aux avocats qu'aux professionnels voulant suivre et anticiper utilement leurs contentieux, ou bien les éviter.

La formation propose le contenu des modules 14 et 15.

Rentrée le 19 mars 2026

Contenu de la formation

<u>UE 1</u> CHAMP D'APPLICATION - 21H	<u>UE 2</u> 7H
<p>Module 1 : Notion de commande publique - 7 heures Enseignant : Grégory Kalfèche, Professeur de droit public, Université Toulouse Capitole</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Le choix d'un mode de gestion ● Notion de commande publique ● Les sources du droit de la commande publique ● Les acteurs de la commande publique, le critère organique : notions UE et interne, cotraitance, sous-traitance, groupements d'achats, les quasi-régies (in house) et les entreprises publiques locales, les exceptions ● Critère matériel : marchés mixtes, travaux fournitures et services, la contrepartie (prix ou rémunérations diverses, le recours à l'emprunt, financement des marchés publics, l'implication de la fiscalité sur le choix du contrat) <p>Module 2 : Les contrats classiques - 7 heures Enseignant : Grégory Kalfèche, Professeur de droit public, Université Toulouse Capitole</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les contrats classiques ● Les marchés publics, spécificités (prix, modalités du prix et du paiement) ● Les concessions, spécificités (différents types de concessions, l'affermage et la régie intéressée, le risque et la répartition de l'aléa du contrat) <p>Module 3 : Les contrats globaux / La DATA de la commande publique - 7 heures</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Le RGPD, gérer les DATA de la commande publique, le BIM, la sécurité des données ● Les contrats connexes : contrats portant occupation domaniale, concessions d'aménagement et subvention ● Les contrats globaux <ul style="list-style-type: none"> ● La maîtrise d'ouvrage publique (MOP) ● Marchés de partenariats ● Marchés de la défense et de la sécurité ● Autres contrats globaux ● Enseignants : François Tenailleau, Avocat associé, CMS Francis Lefebvre - Emeline Vandeven, Consultante juridique, Datactivist 	<p>Module 4 : Devenir un acheteur public et développer ses compétences d'organisation de l'achat - 7 heures</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Organiser un service commande publique ● Les logiciels et systèmes d'information des achats (outils de rédaction, d'alerte, publicité...) ● Contrôle et l'audit des achats, indicateurs de performance ● Faire et analyser une cartographie d'achat et proposer des stratégies d'achat ● Mettre en place une stratégie de sourcing et benchmark, identifier les fournisseurs <p>Le suivi des contrats</p>
<u>UE 3</u> 7H	<u>UE 4</u> LES PROCÉDURES DE PASSATION - 28H
	<ul style="list-style-type: none"> ● Module 6 : La préparation de la procédure - 7 heures

Module 5 : Déontologie de la commande publique - 7 heures

Enseignant : Pr Pierre EGEA, Professeur de droit public, Université Toulouse Capitole, Avocat

- Droit pénal de la commande publique
- Les contournements des procédures
- Les chartes éthiques et de bonne conduite
- Sociologie des comportements face aux atteintes
- S'adapter aux comportements illégaux

Enseignant : Mathias Amilhat, Maître de conférences en droit public, Université Toulouse Capitole

- La préparation de la procédure
- Les principes de la commande publique
- L'appréciation des besoins/l'allotissement
- La rédaction de DCE
- Le dossier de réponse : savoir mettre en avant son offre
- Les clauses sociales et environnementales : les enjeux actuels de la RSE et ses modalités pratiques
Exercice pratique : la rédaction d'un DCE

Module 7 : L'appel d'offres - 7 heures

Enseignant : Mathias Amilhat, Maître de conférences en droit public, Université Toulouse Capitole

- La procédure d'appel d'offres
- L'appel d'offres, procédure principale
- Les CAO (principe, organisation)
- Les étapes (avis, réceptions, notifications...)
- Les délais et leurs extensions
- Le choix de l'attributaire
- Les critères, les formules de prix, les offres anormalement basses et les différentes publicités
- Modèles de documents et organisation matérielle

Module 8 : Les autres procédures classiques et la négociation - 7 heures

Enseignant : Martial Groslambert, Avocat Associé

- Les autres procédures
- Les autres procédures classiques :
 - Les MAPA (marchés à procédure adaptée)
 - Les procédures négociées
 - Les procédures propres aux concessions
- La négociation : formation à savoir négocier
Exercice pratique de négociation

Module 9 : Les procédures spéciales / Le social et l'environnemental dans la commande publique - 7 heures

Enseignants : Martial Groslambert, Avocat Associé - Grégory Kalfèche, Professeur des universités en droit public, Université Toulouse Capitole

	<ul style="list-style-type: none"> ● Concours, accords-cadres, marchés de partenariat, concessions, appel d'offres sur performance, partenariats d'innovation, marchés à tranches ● Les procédures dématérialisées (le principe de la dématérialisation, profils d'acheteurs, système d'acquisition dynamique, cartes d'achat) ● Le cas des contrats portant sur des services publics (DSP) ● La « clause sociale », les différentes façons d'insérer les considérations sociales et environnementales, les normes publiques (AFNOR...) et les labels privés
<u>UE 5</u> L'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS - 28H	<u>UE 6</u> LE CONTENTIEUX - 14H
Module 10 : Les contrats administratifs et leur régime - 7 heures Enseignant : Grégory Kalfèche, Professeur des universités en droit public, Université Toulouse Capitole <ul style="list-style-type: none"> ● Les règles propres aux contrats administratifs de la commande publique ● Les pouvoirs de contrôle et surveillance ● Le contenu des CCAG et l'écriture des CCAP ● La sous-traitance et la co-traitance 	Module 14 : Les contentieux de la passation - 7 heures Enseignant : Martial Groslambert, avocat associé <ul style="list-style-type: none"> ● Le contentieux de la passation ● Les référés contractuels et pré-contractuels ● Les contentieux spéciaux en dehors des référés ● Le contentieux pénal
Module 11 : Les événements de la vie du contrat - 7 heures Enseignant : Bertrand Vincent, Directeur Juridique BU Infrastructures Numériques et Electriques, Sogetrel <ul style="list-style-type: none"> ● La vie du contrat, les CCAG et leurs contenus ● Les clauses de revoyure ● Les modifications du contrat – les avenants ● Les sanctions et révisions du prix ● Pratique de clauses spécifiques 	Module 15 : Les contentieux de l'exécution - 7 heures Enseignant : Pierre Blanquet, Professeur en droit public, UT Capitole <ul style="list-style-type: none"> ● Le contentieux de l'exécution ● Les procédures non-contentieuses (conciliation, médiation, arbitrage)
Module 12 : La fin du contrat - 7 heures Enseignant : Laura Bourrel, doctorante UT Capitole en droit public <ul style="list-style-type: none"> ● La fin du contrat ● Normale : réception, procédure ● Anormale : résiliation du contrat (pour faute et sans faute) ● Le règlement financier 	
Module 13 : Les garanties post-contractuelles - 7 heures Enseignant : Hélène Hoepffner, Professeur de droit public, Université Toulouse Capitole <ul style="list-style-type: none"> ● La responsabilité contractuelle (décennale, biennale) 	

Équipe pédagogique

Composée d'enseignants-chercheurs et de professionnels

[Grégory Kalfleche](#), Professeur de droit public, Université Toulouse Capitole

[François Tenailleau](#), Avocat associé, CMS Francis Lefebvre

[Emeline Vandeven](#), Consultante juridique, Datactivist

[Pierre Egea](#), Professeur de droit public, Université Toulouse Capitole, Avocat

[Mathias Amilhat](#), Maître de conférences en droit public, Université Toulouse Capitole

[Martial Groslambert](#), Avocat Associé

Pascal Farnault, Responsable Pédagogique du Master Achat de TSM

Bertrand Vincent, Directeur Juridique BU Infrastructures Numériques et Electriques, Sogetrel

[Laura Bourrel](#), Docteur en droit public, UT Capitole en droit public

Hélène Hoepffner, Professeur de droit public, Université Toulouse Capitole

[Pierre Blanquet](#), Professeur droit public UT Capitole

Modalités

Présentiel

- Les séances de formation se déroulent dans une salle de cours dédiée, équipée de vidéoprojecteur
- Connexion internet
- Accès possible aux diverses ressources universitaires :
 - Salles informatiques
 - Centres de documentation
 - Bibliothèques de l'université

Évaluation

Détail donné en début de session par les Modalités de Contrôle des Connaissances.

- En fin de chaque Unité d'enseignement (UE) : un QCM en ligne
- À l'issue de la formation, un écrit transverse de 4h et un grand oral de 3h sont organisés

/ Et après ?

Niveau de sortie

Année post-bac de sortie

- [Autre]

Débouchés professionnels

Secteurs d'activité ou type d'emploi

- Services achat et commande publique des personnes publiques (État, collectivités locales, établissements publics) et parapublics (sociétés d'économie mixte, associations...).
- Directions juridiques d'entreprises de construction, d'énergie et d'environnement, de fournitures diverses, de services.
- Cabinets d'avocats, qu'ils aient déjà ou non une spécialisation en droit public.

L'obtention du MBA permet d'envisager une validation des acquis, partielle ou totale, pour des masters 2 de l'université selon l'expérience professionnelle et la formation antérieure.

En fonction de l'école d'avocat, le MBA peut être validé au titre du PPI.

Secteurs d'activité ou type d'emploi

Droit public;Droit;Droit et Juridique

Renseignements

Gestionnaire de formation

Dominique Zou

05 67 73 27 69

dujcp.eedu@ut-capitole.fr

Responsable pédagogique

Grégory Kalfleche

Gregory.Kalfleche@ut-capitole.fr

À télécharger

[Modalités de contrôle des connaissances \(MCC\)](#)

[Plaquette de la formation](#)

Handicap

[Visitez le portail handicap sur le site de l'Université](#)

Présentation non contractuelle